



DÉPARTEMENT DE LA VENDÉE

COMMUNE DE LES LUCS-SUR-BOULOGNE

n° 2024/P/021

## ARRETE DE VOIRIE PORTANT PERMIS DE STATIONNEMENT

LE MAIRE

VU la demande en date du 11 juin 2024 reçue de la Société « LE FLOCH Déménagements », demeurant à SAINT-DIVY (Finistère) Zone Artisanale de Penhoat,

Demandant L'AUTORISATION DE RÉSERVER UN EMPLACEMENT DE STATIONNEMENT, le lundi 1er juillet 2024, place de l'Industrie, commune LES LUCS-SUR-BOULOGNE (Vendée), pour effectuer un déménagement au n° 27 de cette place,

VU le Code de la Voirie Routière,

VU le Code Général des Collectivités Territoriales,

VU la Loi modifiée n° 82-213 du 02 mars 1982 relative aux droits et libertés des communes, des départements et des régions,

VU l'arrêté préfectoral du 28 juin 1965 portant règlement sur la conservation et à la surveillance des voies communales,

VU l'état des lieux,

ARRETE

### ARTICLE 1 - Autorisation

L'entreprise LE FLOCH Déménagements est autorisée à occuper le domaine public comme énoncé dans la demande : **Stationnement d'un camion de 11 mètres de long, le lundi 1<sup>er</sup> juillet 2024 de 08 heures à 18 heures, pour le déménagement du logement situé au 27 place de l'Industrie, à charge pour elle de se conformer aux dispositions des articles suivants.**

### ARTICLE 2 - Prescriptions techniques particulières

- **Le stationnement de tous les autres véhicules sera interdit place de l'Industrie en face les numéros 27, 29 et de l'ancienne école de musique, du vendredi 28 juin 2024 à partir de 16 h 30 au lundi 1<sup>er</sup> juillet 2024 à 18 heures.**

### ARTICLE 3 - Sécurité et signalisation de chantier

La bénéficiaire devra signaler le chantier conformément aux dispositions prévues par l'instruction interministérielle sur la signalisation routière (Livre 1 - 8<sup>ème</sup> partie « signalisation temporaire »). Elle est responsable des accidents pouvant intervenir par défaut ou insuffisance de cette signalisation, avec pose de panneaux : **B6a1**.

### ARTICLE 4 - Implantation ouverture de chantier et récolement

La bénéficiaire informera le signataire du présent arrêté ou son représentant avant le début du stationnement afin de procéder à la vérification de l'implantation. Cette dernière est autorisée pour le lundi 1<sup>er</sup> juillet 2024 de 08 heures à 18 heures comme précisée dans la demande.

Les arrêtés réglementaires de police pour toute éventuelle restriction de circulation devront être sollicités un mois avant la date de début des travaux auprès des gestionnaires des voies routières empruntées par le projet.

### ARTICLE 5 - Responsabilité

Cette autorisation est délivrée à titre personnel et ne peut être cédée.

Son titulaire est responsable tant vis-à-vis de la collectivité représentée par le signataire que vis-à-vis des tiers, des accidents de toute nature qui pourraient résulter de la réalisation de ses travaux ou de l'installation de ses biens mobiliers.

Dans le cas où l'exécution de l'autorisation ne serait pas conforme aux prescriptions techniques définies précédemment, la bénéficiaire sera mise en demeure de remédier aux malfaçons, dans un délai au terme duquel le gestionnaire de la voirie se substituera à eux. Les frais de cette intervention seront à la charge de la bénéficiaire et récupérés par l'administration comme en matière de contributions directes.

Les droits des tiers sont et demeurent expressément réservés.

#### **ARTICLE 6 - Formalités d'urbanisme**

Le présent arrêté ne dispense pas la bénéficiaire de procéder, si nécessaire, aux formalités d'urbanisme prévues par le code de l'urbanisme notamment dans ses articles L 421-1 et suivants.

#### **ARTICLE 7 - Validité et renouvellement de l'arrêté remise en état des lieux**

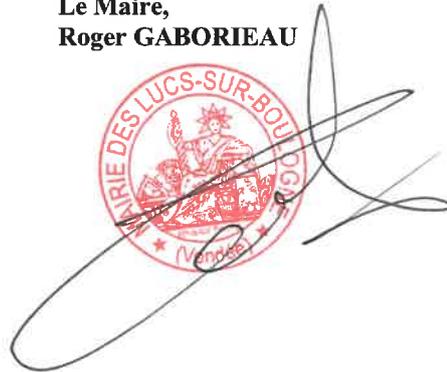
La présente autorisation est délivrée à titre précaire et révocable, et ne confère aucun droit réel à ses titulaires : elle peut être retirée à tout moment pour des raisons de gestion de voirie sans qu'il puisse résulter, pour ces derniers, de droit à indemnité.

Elle est consentie, en ce qui concerne l'occupation de la dépendance domaniale pour une durée de d'1 jour soit le 1er juillet 2024.

En cas de révocation de l'autorisation ou au terme de sa validité en cas de non-renouvellement, sa bénéficiaire sera tenue, si les circonstances l'exigent, de remettre les lieux dans leur état primitif dans le délai d'un mois à compter de la révocation ou du terme de l'autorisation. Passé ce délai, en cas d'inexécution, procès-verbal sera dressé à son encontre, et la remise en état des lieux sera exécutée d'office aux frais de la bénéficiaire de la présente autorisation.

LES LUCS-SUR-BOULOGNE, le 24 juin 2024

**Le Maire,  
Roger GABORIEAU**



#### **DIFFUSIONS**

Le bénéficiaire pour attribution

La commune LES LUCS-SUR-BOULOGNE pour attribution

La présente décision pourra faire l'objet d'un recours devant le Tribunal Administratif de NANTES 6, allée de l'Île-Gloriette - BP 24111 44041 Nantes Cedex, dans les deux mois à compter de sa notification.

Conformément aux dispositions de la loi 78-17 du 06/01/1978 relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés, le bénéficiaire est informé qu'il dispose d'un droit d'accès et de rectification qu'il peut exercer, pour les informations le concernant, auprès de la mairie de LES LUCS-SUR-BOULOGNE.